



Déclaration 67_FFSG

La **Société Civile Guinéenne**, à travers le **Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG)**, regrette, malgré tous les appels à la raison pour un processus juste, équitable et représentatif du peuple, **la tenue d'un scrutin dit référendaire le 21 septembre 2025 sur fond de manipulation, d'intimidation, d'exclusion et d'opacité administrative, opérationnelle et financière.**

Sur la base d'informations provenant de citoyens, d'agents électoraux et administratifs, les **Forces Sociales de Guinée** portent à la connaissance de l'opinion nationale et internationale, que contrairement aux maquillages faits dans certains média locaux et internationaux :

- Aucune **organisation de la société civile** ou **Institution nationale et internationale**, y compris l'**ONASUR** et la **CEDEAO/UA**, n'a pu avoir le temps, les moyens financiers, humains et logistiques pour déployer des observateurs sur le terrain lui permettant d'apprécier le scrutin. Ce qui remet en cause toute certification possible de la fiabilité des résultats donnée par la **DGE** de quelque nature que ce soit autour de ce scrutin ;
- *Aucun **acteur de la vie publique, partis politiques, organisations de la société civile ou partenaires, hormis l'administration publique et ses accessoires politico électoraux** ne peut se prévaloir avoir eu le droit d'un regard sur le processus.* Cela, de l'établissement du fichier électoral jusqu'au décompte et la centralisation des votes en passant par l'acheminement du matériel et la composition des Bureau de Vote (BV) ;
- **Une abstention record dans l'histoire récente de la Guinée, hormis une certaine mobilisation matinale d'électeurs dans certains endroits.** Et, ces mobilisations cyniquement brandies comme affluence dans **une certaine communication**, ont été temporaire dans la matinée sous **l'effet des menaces la veille**, selon lesquelles qu'à défaut du **cachet « A VOTER »** sur la carte d'électeur, aucune possibilité d'accès aux services publics, dont les actes d'état civil ;
- Des **bourrages d'urnes ou de modifications de PV de BV**, suspectés encourus sous les auspices des d'autorités locales, depuis le premier communiqué de la **DGE** sur la prolongation du temps de vote. Ces actes de détournement de la volonté du peuple sont accompagnés de menaces contre les agents électoraux qui se seraient prêtés à toute dénonciation ou témoignage;
- Aucune information vérifiable disponible **sur le budget alloué au scrutin** et sa gestion, ainsi que les ressources utilisées par le **Gouvernement**, le **CNT**, l'**Administration publique** et les **mouvements de soutien** dans la campagne théâtrale pour le **OUI**, alors que des primes d'agents de saisies depuis le recensement et d'agents d'opérations de votes seraient encore impayées ;
- Le **blocage de l'internet sans aucune raison** à part la volonté de masquer des réalités du terrain et empêcher la circulation de l'information à temps réel visant à déjouer certains pièges comme des déclarations du type, « **renoncer à aller voter à ce referendum, serait de renoncer à sa citoyenneté Guinéenne** ».

Au regard de ces constats vérifiés et vérifiables sur le terrain, les Forces Sociales de Guinée invitent l'ensemble des organisations indépendantes ou autonomes sociales et institutionnelles, locales ou internationales respectueuses des principes et valeurs démocratiques, à s'abstenir de toute certification de ce processus qui n'est fondée sur aucune logique de transparence, d'inclusion politique et d'équité.

Les **Forces Sociales de Guinée** saluent la maturité et la résilience du peuple de Guinée à faire face par la non-violence à cette situation de violations abjectes des droits et de la loi, et les garantissent que le pays se révélera de ces moments inédits de son histoire dans l'unité nationale et la prospérité.

Conakry, le 22/09/2025

La Coordination du FFSG